

Macron, l'Union européenne (UE) et le MEDEF cassent nos conquies et notre pays :

Tous ensemble en même temps bloquons leurs profits !

Poussé au choc par l'UE, dont les injonctions outragent notre peuple (cf les citations de l'UE au verso), pressé par ses bons amis des fonds de pension US et du CAC-40, désireux d'humilier pour longtemps le mouvement social, **Macron-Thatcher veut imposer à la fois sa contre-réforme « systémique »** (la retraite à points met fin aux retraites solidaires créées par le ministre communiste de 1945 Ambroise Croizat) **et un nouveau report de l'âge de départ à 64 ans** avec de lourds malus pour celles et ceux qui, usés à la tâche, voudraient partir plus tôt.

Pour briser la grève, Macron compte sur les calomnieurs professionnels des grands médias, sur certains syndicats corporatistes qui vendent la grève de tous pour des miettes catégorielles, sur une répression policière fascisante et surtout, sur le double jeu de Laurent Berger, patron de la CFDT et président de la C.E.S., la courroie de transmission « syndicale » des contre-réformes orchestrées à Bruxelles et à Francfort (BCE). Mais la détermination des grévistes ne faiblit pas car **de l'issue du bras de fer dépendent le sort du mouvement ouvrier et celui de la nation elle-même**, dont l'héritage social et républicain est liquidé au profit de la hideuse « construction » européenne du grand capital.

Dans la situation de guerre sociale qui nous est imposée, que proposent les militants franchement communistes du PRCF et des JRCF, qui sont aussi pour la plupart des syndicalistes de lutte ?

- Accusons l'UE, cette dictature continentale du capital pilotée par Merkel avec la zélée collaboration de Macron : l'UE, qui se définit comme « *l'économie de marché ouverte sur le monde où la concurrence est libre et non faussée* », détruit le progrès social, les services publics, le *produire en France*, la souveraineté des peuples et leur coopération fraternelle : **assez d'omertà sur le rôle de l'UE dans la casse des retraites !**
- Ne tombons pas dans le piège de Macron et de Berger et exigeons le **retrait des DEUX volets de la réforme, la retraite à points ET le recul à 64 ans de l'âge de départ. Même si Macron feignait de concéder à Berger un report provisoire des 64 ans, ce serait une duperie**. En effet, avec le système à points et la cogestion future par le MEDEF et la CFDT du nouveau système, l'obligation européenne de rester à l'équilibre (euro-austérité, critères de Maastricht visant à stabiliser l'euro), la montée du nombre de retraités à venir et l'obligation de tenir dans l'enveloppe fermée de 14% du PIB obligerait à **élever sans cesse l'âge de la retraite pour équilibrer le système**, et c'est d'ailleurs ainsi que **la CFDT et le MEDEF ont déjà reporté sans états d'âme à 63 ans l'âge de départ pour toucher une pleine pension complémentaire AGIRC-ARCO**.
- Il faut élargir l'action aux secteurs encore extérieurs au mouvement notamment dans le privé, chez les étudiants et lycéens (les plus menacés !), construire à partir des AG inter-pro la solidarité avec les camarades réprimés, la convergence avec les Gilets jaunes et les militants politiques progressistes, l'unité des travailleurs des transports (Mer, Air, Rail, Route, Ensemble !) pour viser au blocage du profit capitaliste.
- Politiquement, **l'heure n'est pas à ressusciter une « union de la gauche » fictive** réinsérant les euro-casseurs du PS et autres anticommunistes de choc comme Raphaël Glucksmann ; cette euro-gauche ne peut que susciter le dégoût des masses populaires en creusant le lit du duo-duel de Macron/Le Pen, ces ennemis de la classe ouvrière et de la nation républicaine. **Faisons du neuf : débattons du FREXIT PROGRESSISTE, sortons par la gauche de cette UE de malheur, (re-)nationalisons les banques et les secteurs-clés de l'économie pour bâtir une République indépendante, laïque, démocratique et écologiste centrée sur le monde du travail** et coopérant avec tous les pays. Avec la *Fédération Syndicale Mondiale*, qui soutient notre grève, appelons à un nouvel internationalisme mondial des prolétaires.
- Enfin, reconstruisons ce qui permet d'obtenir les conquies du CNR et qui permettra demain de révolutionner notre pays dans le sens du **socialisme**, un **PARTI COMMUNISTE DE COMBAT**.



Au soir du 11 décembre c'est l'incompréhension sur le plateau de télé parmi les éditocrates. Mais pourquoi donc Macron n'a-t-il même pas fait semblant d'accorder une miette à la CFDT et son Berger pourtant prêt à poignarder avec entrain une fois de plus les travailleurs de France pour faire plaisir au grand patronat ? Le premier ministre Édouard Philippe venait d'annoncer qu'il reste droit dans ses bottes et qu'avec ses bottes il piétine la CFDT et les organisations de collaboration de classe en imposant un recul de l'âge de départ à la retraite effectif à minimum 64 ans pour commencer.

Une violence inouïe. Provoquant des cris de jouissance de l'organisation des grands patrons, le MEDEF.

Pourquoi ? la réponse est pourtant simple.

Le régime unique de retraite par points, la baisse des pensions, la réduction des dépenses de retraites en proportion du PIB, c'est les ordres de la commission Européenne.

Dans ses orientations par pays 2019, l'UE impose à la France "un système de retraite unique".

En application des traités européens et notamment du TSCG que l'on doit à Hollande-Macron, la France doit soumettre son budget à la validation de Bruxelles dans le cadre de la procédure dite du Semestre européen. La commission européenne fixe alors ses ordres, et peut censurer le budget. **En clair c'est la Commission Européenne qui fixe les grandes orientations politiques et budgétaires du régime Macron.** Devinez ce qu'elle avait prévu pour 2018 ? la "réforme de l'assurance chômage". Qu'a fait le régime Macron ? il a sabré dans l'assurance chômage, frappant plus de 1 millions de chômeurs !

Et devinez ce qu'avait ordonné l'Union Européenne en 2019 ? on vous le donne en 1000 ! la réforme des retraites, C'est même l'ordre de priorité n°1 figurant en page 18 du document publié et signé le 2 juillet 2019 ci dessous.

RECOMMANDE que la France s'attache, en 2019 et 2020:

1. à veiller à ce que le taux de croissance nominale des dépenses primaires nettes ne dépasse pas 1,2 % en 2020, ce qui correspondrait à un ajustement structurel annuel de 0,6 % du PIB; à utiliser les recettes exceptionnelles pour accélérer la réduction du ratio de la dette publique; à réduire les dépenses et à réaliser des gains d'efficacité dans tous les sous-secteurs des administrations publiques, notamment en précisant pleinement les mesures concrètes nécessaires dans le contexte du programme Action publique 2022 et en surveillant étroitement la mise en œuvre de ces mesures; à réformer le système de retraite pour uniformiser progressivement les règles des différents régimes de retraite, en vue de renforcer l'équité et la soutenabilité de ces régimes;

Source : https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/file_import/2019-european-semester-country-specific-recommendation-commission-recommendation-france_fr.pdf

SOUTENEZ LE PRCF ET LES JRCF, REJOIGNEZ LE COMBAT RÉVOLUTIONNAIRE !

o Je souhaite rejoindre le Pôle de Renaissance Communiste en France

o Je veux seulement recevoir des informations supplémentaires sur le Pôle de Renaissance Communiste en France

Nom:

Prénom:

Adresse:

CP:

Ville:

Courriel:

Téléphone:

A renvoyer à: PRCF, 8 rue du Clos Lapaume; 92 220; Bagneux